



---

Groupe Front National - Région Centre – Val de Loire

## Point presse 14 septembre 2017

Lors de notre dernier point-presse en juin, nous avons souligné les menaces qui pesaient sur le budget des collectivités, et en particulier de la Région.

Menaces aujourd'hui confirmées par le Président, qui nous informe dans un courrier daté du 31/08 qu'au regard du calendrier et des fortes incertitudes que fait peser la décision de **réduction des dotations des collectivités territoriales** sur la préparation de notre propre budget, l'examen du document d'orientation budgétaires serait reporté au jeudi 16 novembre, au lieu du 19 octobre comme prévu initialement.

C'est sauf erreur sans précédent, et cela conforte les analyses que nous avons régulièrement présentées lors du débat budgétaire.

Je conclusais d'ailleurs mon intervention sur le Compte administratif 2016 en rappelant que toutes les collectivités allaient se trouver confrontées à des choix politiques difficiles.

Le président Bonneau déclarait le 7 septembre devant la presse régionale que « *plus de 9 milliards d'économies ont été exigées pendant le mandat Hollande. Maintenant, on nous demande 13 milliards ! C'est particulièrement préoccupant. Nous sommes déjà à l'os* ». Dans la balance évidemment, les investissements réalisés par la Région. « *En Centre-Val de Loire, nous aurions 130 millions d'euros d'économies à réaliser sur 5 ans. Ce qui veut dire que si nous allons dans ce sens, les interventions et les aides financières aux aggloms, aux métropoles, aux pays, à la ruralité, seront diminuées* ».

En fait nous y sommes dès cette année, avec des reports de travaux dans les lycées, pour ne citer que cet exemple.

Et nous ne sommes pas convaincus que le Congrès des Régions de France fasse vraiment bouger les lignes.

A moins que le gouvernement ne reprenne l'idée lancée par Philippe Richert, président de l'association Régions de France, d'**un retour de l'écotaxe pour les poids lourds**, que pourrait soutenir Nicolas Hulot.

Nous redisons pour notre part notre opposition à une telle mesure. L'ensemble des taxes sur l'automobile et les carburants représente aujourd'hui près de 300 millions d'euros de recettes pour notre Région, qui jusqu'ici ne voulait pas en mettre un centime sur les routes.



Groupe Front National - Région Centre - Val de Loire

2, Place Sainte Croix - 45000 ORLEANS

02 38 70 34 40 - [grpfn@grp.regioncentre.fr](mailto:grpfn@grp.regioncentre.fr)

[fn-regioncentre.fr](http://fn-regioncentre.fr)



---

## Groupe Front National - Région Centre – Val de Loire

Nous ne manquerons de rappeler à chaque occasion au Président Bonneau et quelques autres qu'ils pouvaient faire un autre choix lors des présidentielles, et dès lors qu'ils ont voté et fait voter Macron, ils ont pris leurs responsabilités, et sacrifié l'intérêt de nos territoires à des considérations partisans. Dommage.

Il s'inquiète également de **la fin des emplois aidés**, du moins de leur sérieuse diminution.

C'est un sujet sur lequel nous avons régulièrement alerté, considérant que ce type d'emploi n'avait pas vocation à devenir pérenne.

Le dispositif CAP'Asso n'est qu'un exemple parmi d'autres.

Le soutien à l'emploi, qu'il soit associatif, relevant de l'économie marchande ou du secteur public peut se concevoir, nous l'avons toujours dit, dans une phase de démarrage, mais il ne peut se pérenniser que si l'activité qu'il génère trouve son équilibre économique, à moins qu'il ne relève du service public, mais il y a un autre cadre pour cela et d'autres règles.

Autre sujet d'inquiétude : **les nouvelles dispositions en matière de construction et de logement**, dont la présentation a été reportée au 23 septembre. Là aussi il faut s'attendre à une baisse des financements mais aussi à la suppression de certaines normes.

Mais si nous sommes partisans d'un travail de simplification et de clarification, nous savons aussi que certaines dispositions peuvent être utilisées pour protéger les entreprises locales en utilisant les clauses sociales et environnementales par exemple, afin de limiter le recours aux travailleurs détachés.

Toutes ces décisions prouvent à quel point M. Macron applique à la lettre la feuille de route de l'Union européenne et répond aux attentes des milieux d'affaires qui l'ont soutenu et qui ont financé sa campagne. Ils veulent maintenant un retour sur investissement.

Nous allons donc être particulièrement attentifs aux prochaines orientations budgétaires, et nous ne manquerons pas d'observer les positions des uns et des autres, car au-delà des postures, beaucoup dans cette assemblée portent une part de responsabilité.

Et si le budget de la Région est vraiment réduit « à l'os » comme le dit François Bonneau, il faudrait peut-être qu'il en tire les conclusions, et prennent les décisions en conséquences, en cessant le saupoudrage des subventions qui sentent parfois, qu'on le veuille ou non, le clientélisme.

Un mot sur **la situation économique et l'emploi** en Région Centre. Après un léger mieux en juin, les chiffres du chômage se sont à nouveau dégradés en juillet. Certains voient malgré





---

## Groupe Front National - Région Centre – Val de Loire

tout une amélioration de la conjoncture qui serait marquée notamment par davantage de créations d'emplois.

Il convient de rester prudent, car une analyse des chiffres communiqués par la DIRECCTE montre que l'évolution des entrées/sorties à Pôle Emploi, en catégories A, B et C ne fait pas vraiment ressortir une tendance positive.

Je reviendrai brièvement sur **certaines écritures comptables de la DM1**, pour lesquelles nous n'avons pas obtenu de réponse en session.

Il s'agit de crédits votés dans la DM1, mais correspondant à des dépenses engagées en 2016 mais « *non mandatées et non reportées* » (6,4 M€) ainsi qu'à un titre de paiement du FSE (3,2 M€) qui me semble avoir été notifié antérieurement à l'année 2017, puisqu'il porte sur la programmation 2000-2006, mais qui n'a pas été rattaché à l'exercice 2016.

C'est pourquoi j'avais écrit au Payeur régional, au Préfet de Région et au Président de Bonneau afin que ces écritures soient vérifiées, car elles sont de nature à altérer la sincérité du Compte administratif 2016.

Nous n'avons pas obtenu de réponse à ce jour.

Enfin dernier point, nous ne pouvons que nous satisfaire de **la fermeture du Centre de Pontourny**, dont nous avons dès le départ, et à juste titre, critiqué le principe même et indiqué qu'il ne fonctionnerait pas.

Une fois encore les faits nous ont donné raison.

